

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes

Service stratégie régionale du développement durable
Unité Autorité Environnementale
Site de Limoges

Nos réf. : F07416P0001 / 2015-000833
Affaire suivie par Lewis BEGARD
lewis.begard@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 05 55 12 95 61 – Fax : 05 55 34 66 45
Courriel : ae.srdd.dreal-limousin@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 22 JAN. 2016

Le Préfet

à

Monsieur Daniel GERVAIS
5, Sarsonnet
19200 Ussel

Objet : Notification de décision
P.J. : Arrêté n° 2016 / 4

Monsieur ,

En application de l'article R122-3 du code de l'Environnement, je vous prie de trouver sous ce pli, la décision formulée par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement concernant le projet suivant :

Nature du projet : Boisement des parcelles n° B92, B207, B215 et B216 d'une superficie totale de 5,41 ha
Localisation : « Le Cherbaudy » ; « Puy de l'Étang » ; « Les Vergnes » - 23250 La Mazière-aux-Bons-Hommes
Numéro d'enregistrement : 2015-000833
Nature de la décision : L'opération de boisement n'est pas soumise à étude d'impact

Je vous informe que cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la DREAL Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes à l'adresse suivante : <http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/les-demandes-et-decisions-de-la1175.html>.

Il vous revient d'en faire figurer une copie dans les dossiers de demande relevant d'autres procédures qui requièrent sa présence en tant que pièce constitutive du dossier.

De même, si votre dossier se trouve soumis à enquête publique ou obligation de mise à disposition du public conformément à l'article L.123-2 du code de l'environnement, une copie de la présente décision doit être produite.

Je vous rappelle que la procédure d'examen au cas par cas ne dispense pas votre projet des demandes d'autorisation relevant d'autres procédures auxquelles il peut être soumis notamment de l'autorisation de boisement qui doit être formulée auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Creuse.

Bien que votre demande ne soit pas soumise à la réalisation d'une étude d'impact, je souhaite attirer votre attention sur le fait que la nature de votre boisement et les conditions de sa réalisation ne devront pas compromettre l'équilibre et les fonctionnalités écologiques propres au territoire concerné.

Votre projet se situe dans le bassin versant de la rivière « La tarde et ses affluents », à proximité immédiate du cours d'eau « Le Sioulet et ses affluents » reconnu notamment pour son rôle de réservoir biologique et qui bénéficie à ce titre de mesures d'accompagnement en vue de sa préservation.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Régional et par délégation
La responsable du Pôle évaluation environnementale



Valérie DUBOURG

Copies :
- Préfecture
- ARS
- DDT



PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES

Arrêté n° 2016 / 4
portant décision d'examen au cas par cas en application
de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Projet de boisement à La Mazière-aux-Bons-Hommes (23)

Le Préfet de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes,
Préfet de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2016-03 du 04 janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Patrice GUYOT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2016-000833 relative au projet de boisement de 4 parcelles représentant une superficie totale de 5,4167 ha, demande reçue et considérée comme complète le 05 janvier 2016 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 06 janvier 2016 ;

Vu l'avis du Commissariat de Massif Central en date du 06 janvier 2016 ;

Considérant la nature du projet :

- qui porte sur le boisement des parcelles suivantes : B92, lieu-dit « Le Cherbaudy », B207, lieu-dit « Puy de l'Étang », B215 et B216, lieu-dit « Les Vergnes », parcelles toutes sises sur le territoire de la commune de La Mazière-aux-Bons-Hommes (23260) ;

- qui relève de la rubrique 51°c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

- dont la finalité vise un mode de boisement en accord avec les concepts de production et de renouvellement de la ressource forestière sur une superficie limitée (5,4167 hectare) ;

Considérant la localisation, les sensibilités et les enjeux environnementaux inhérents au secteur à boiser qui se situe dans le bassin versant de la rivière « La tarde et ses affluents », à proximité immédiate du cours d'eau « Le Sioulet et ses affluents » reconnu notamment pour son rôle de réservoir biologique et qui bénéficie à ce titre de mesures d'accompagnement en vue de sa préservation ;

Considérant que ladite autorisation de boisement devra respecter la réglementation de boisement opposable ;

Considérant que le projet devra être en conformité avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne ;

Considérant que les éventuels effets du projet pourront être appréhendés et encadrés au-travers de prescriptions formulées lors de la délivrance de l'autorisation de boisement ;

Considérant qu'au regard des éléments apportés par le pétitionnaire et des connaissances disponibles au moment de la demande le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

ARRÊTE

Article 1

L'opération de boisement conduite par Monsieur Daniel GERVAIS - dossier n° 2016-000833 - n'est pas soumise à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis et ne préjuge pas des décisions ultérieures pouvant être émises au titre d'autres procédures exigibles.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes.

Fait à Poitiers, le

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Régional et par délégation
La responsable du Pôle évaluation environnementale



Valérie DUBOURG

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est obligatoire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à
Monsieur le préfet de la région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes
Esplanade Charles-de-Gaulle
33077 Bordeaux Cedex

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à
Monsieur le préfet de la région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes
Esplanade Charles-de-Gaulle
33077 Bordeaux Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à
Madame la ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :
Tribunal administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet
33000 Bordeaux